

Informations de base	
2023/2121(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
Politique de cohésion 2014-2020 – mise en œuvre et résultats dans les États membres Subject 4.70.02 Politique de cohésion, Fonds de cohésion (FC)	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	REGI Développement régional	NOVAKOV Andrey (EPP)	25/05/2023
		Rapporteur(e) fictif/fictive CREȚU Corina (S&D) SOLÍS PÉREZ Susana (Renew) ROOSE Caroline (Greens /EFA) MOŽDŽANOWSKA Andželika Anna (ECR) ROUGÉ André (ID) MICHELS Martina (The Left)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AGRI Agriculture et développement rural	LINS Norbert (EPP)	28/06/2023
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Politique régionale et urbaine	FERREIRA Elisa	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
12/07/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		

14/02/2024	Vote en commission		
21/02/2024	Dépôt du rapport de la commission	A9-0049/2024	Résumé
13/03/2024	Débat en plénière		
14/03/2024	Décision du Parlement	T9-0174/2024	Résumé
14/03/2024	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/2121(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Mise en œuvre
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55-p4
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	REGI/9/12603

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE756.089	10/11/2023	
Avis spécifique	<div>AGRI</div>	PE754.980	20/11/2023	
Amendements déposés en commission		PE757.375	13/12/2023	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0049/2024	21/02/2024	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0174/2024	14/03/2024	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence		Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2024)382		29/07/2024	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
NOVAKOV Andrey	Rapporteur(e)	<div>REGI</div>	06/11/2023	CEMR

Politique de cohésion 2014-2020 – mise en œuvre et résultats dans les États membres

2023/2121(INI) - 21/02/2024 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du développement régional a adopté le rapport d'initiative d'Andrey NOVAKOV (PPE, BG) sur la politique de cohésion 2014-2020 - mise en œuvre et résultats dans les États membres.

Résultats

Les députés ont noté que les évaluations réalisées par les États membres sur les résultats des investissements de la politique de cohésion 2014-2020 montrent qu'en général, la politique de cohésion a produit **des résultats positifs** dans les domaines qu'elle a soutenus.

Ils ont salué la contribution de la politique de cohésion à **la recherche et à l'innovation**, qui a notamment permis de renforcer la coopération entre la communauté des chercheurs et les entreprises et de transformer la recherche en produits ou services commercialisables. À la fin de l'année 2022, plus de 75.000 entreprises avaient coopéré avec des instituts de recherche et environ 37.000 avaient lancé de nouveaux produits sur le marché grâce au soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Efficacité énergétique et changement climatique

Le rapport note qu'il existe des preuves que la politique de cohésion a soutenu des investissements dans plusieurs régions charbonnières qui ont contribué à la décarbonation.

En outre, les mesures visant la production d'énergie renouvelable ont augmenté la capacité de production d'énergie renouvelable dans l'UE de 6.000 MW d'ici la fin de 2022, avec un objectif de 8.700 MW d'ici la fin de 2023.

En ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, grâce aux investissements de cohésion, 29 millions de personnes sont désormais moins exposées aux inondations.

L'eau

Le rapport note que l'aide à la cohésion du FEDER et du Fonds de cohésion a également permis d'augmenter le nombre de personnes bénéficiant d'un meilleur approvisionnement en eau (8,3 millions de personnes d'ici à la fin 2022) et d'une meilleure gestion de leurs déchets municipaux. La plupart des bénéficiaires ciblés (70%) des mesures visant à améliorer l'approvisionnement en eau vivent en Italie, en Roumanie, en Grèce, au Portugal, en Bulgarie et en République tchèque.

Énergie et transports

Les réseaux d'énergie et de transport ont bénéficié d'investissements importants de la part du FEDER et du Fonds de cohésion.

Emploi

Le rapport souligne que le soutien de la politique de cohésion a également apporté des avantages tangibles à des milliers de **PME**. Il souligne qu'il s'agit de l'un des domaines les plus performants de l'aide du FEDER.

Les députés ont reconnu que la cohésion, en particulier par le biais du Fonds social européen (FSE) et de l'initiative pour l'emploi des jeunes, a soutenu des **mesures fructueuses en matière d'emploi, d'inclusion sociale, d'éducation et de formation professionnelle**. À la fin de l'année 2022, 6,8 millions de personnes avaient trouvé un emploi grâce aux mesures soutenues par le FSE et l'initiative pour l'emploi des jeunes, et 10,2 millions de personnes avaient obtenu une qualification.

Le rapport souligne également que des évaluations réalisées dans des États membres tels que l'Italie, l'Allemagne, la Pologne et l'Irlande ont montré que les personnes, en particulier les jeunes, qui ont participé à des mesures de formation, à des apprentissages ou à des stages soutenus par les fonds de la politique de cohésion avaient beaucoup plus de chances de trouver un emploi.

En outre, le FSE a aidé les entrepreneurs à lancer de nouvelles entreprises et a fourni des formations afin que les entreprises puissent mieux s'adapter aux changements du marché.

Le rapport souligne que, grâce au soutien financier de la politique de cohésion à des projets dans le secteur des **soins de santé**, principalement par le biais d'investissements du FSE et du FEDER, 58,3 millions de personnes avaient accès à des services de soins de santé améliorés dans l'UE d'ici la fin de 2022.

Avenir de la politique de cohésion

Le rapport insiste sur le fait que la politique de cohésion doit rester **le principal instrument d'investissement de l'UE** pour réduire les disparités, assurer la cohésion économique, sociale et territoriale et stimuler la croissance durable régionale et locale, et qu'elle doit continuer à contribuer de manière essentielle au soutien d'une transition socialement juste et à la reprise après des chocs symétriques et asymétriques, ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique.

Les députés ont déploré la baisse, par rapport à la période de programmation précédente, de la part du CFP 2021-2027 consacrée à la cohésion. Ils jugent indispensable **d'augmenter réellement le budget global** alloué à la politique de cohésion et la part de cette politique dans le CFP par rapport à la période de programmation 2021-2027.

Selon les députés, les investissements dans la cohésion devraient rester sous **gestion partagée** pour la programmation et la mise en œuvre afin de pouvoir répondre aux besoins des États membres, des régions et des zones urbaines, rurales et éloignées.

Le rapport reconnaît la nécessité d'une **flexibilité intégrée** pour faire face aux situations de crise et propose, à cet égard, la création d'un axe dédié aux autorités locales et régionales pour répondre aux priorités émergentes.

Financement

Regrettant que les retards dans les négociations du CFP aient entraîné des retards considérables dans la période de programmation 2021-2027, les députés ont invité la Commission à évaluer la possibilité juridique de créer deux parties distinctes dans le règlement portant dispositions communes, à savoir la partie liée au contenu (politique) et la partie liée au CFP (ressources financières), pour la période de programmation postérieure à 2027.

Les députés ont invité la Commission, les États membres et les autorités régionales à utiliser et à renforcer les mécanismes existants pour détecter et lutter contre les irrégularités, la fraude et la corruption dans le financement de la politique de cohésion.

Priorités futures

La Commission est invitée, dans les règlements de la politique de cohésion post-2027, à:

- continuer à souligner l'importance de la lutte contre l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la perte de biodiversité et la protection de l'environnement, y compris une meilleure gestion de l'eau et des déchets, l'efficacité des ressources et de l'énergie, la résilience aux catastrophes et la prévention et la gestion des risques;
- garantir un meilleur accès au financement pour les autorités locales et régionales, ainsi que pour les régions transfrontalières et moins développées;
- veiller à ce que toute nouvelle initiative de la Commission soit accompagnée d'un complément budgétaire correspondant.

Politique de cohésion 2014-2020 – mise en œuvre et résultats dans les États membres

2023/2121(INI) - 14/03/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 433 voix pour, 36 contre et 51 abstentions, une résolution sur la politique de cohésion 2014-2020 - mise en œuvre et résultats dans les États membres.

Résultats

Les députés ont noté que les évaluations réalisées par les États membres sur les résultats des investissements de la politique de cohésion 2014-2020 montrent qu'en général, la politique de cohésion a produit **des résultats positifs** dans les domaines qu'elle a soutenus.

Ils ont salué la contribution de la politique de cohésion à **la recherche et à l'innovation**, qui a notamment permis de renforcer la coopération entre la communauté des chercheurs et les entreprises et de transformer la recherche en produits ou services commercialisables. À la fin de l'année 2022, plus de 75.000 entreprises avaient coopéré avec des instituts de recherche et environ 37.000 avaient lancé de nouveaux produits sur le marché grâce au soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Efficacité énergétique et changement climatique

La résolution note qu'il existe des preuves que la politique de cohésion a soutenu des investissements dans plusieurs régions charbonnières qui ont contribué à la décarbonation.

En outre, les mesures visant la production d'énergie renouvelable ont augmenté la capacité de production d'énergie renouvelable dans l'UE de 6.000 MW d'ici la fin de 2022, avec un objectif de 8.700 MW d'ici la fin de 2023. En ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, grâce aux investissements de cohésion, 29 millions de personnes sont désormais moins exposées aux inondations.

L'eau

Selon la résolution, l'aide à la cohésion du FEDER et du Fonds de cohésion a également permis d'augmenter le nombre de personnes bénéficiant d'un meilleur approvisionnement en eau (8,3 millions de personnes d'ici la fin 2022) et d'une meilleure gestion de leurs déchets municipaux. La plupart des bénéficiaires ciblés (70%) des mesures visant à améliorer l'approvisionnement en eau vivent en Italie, en Roumanie, en Grèce, au Portugal, en Bulgarie et en République tchèque.

Énergie et transports

Les réseaux d'énergie et de transport ont bénéficié d'investissements importants de la part du FEDER et du Fonds de cohésion.

Transition numérique

Le Parlement a appelé à une utilisation plus large des technologies et des solutions numériques dans les États membres afin de simplifier la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports, contribuant ainsi à une administration plus efficace et à une réduction de la paperasse physique. Il a invité la Commission et les États membres à s'efforcer de garantir que toutes les régions de l'UE puissent avoir accès au haut débit à grande vitesse afin qu'elles soient placées sur un pied d'égalité pour réaliser la transition numérique.

Emploi

La résolution souligne que le soutien de la politique de cohésion a également apporté des avantages tangibles à des milliers de **PME**. Il s'agit de l'un des domaines les plus performants de l'aide du FEDER. Les députés ont reconnu que la cohésion, en particulier par le biais du Fonds social européen (FSE) et de l'initiative pour l'emploi des jeunes, a soutenu des mesures fructueuses en matière **d'emploi, d'inclusion sociale, d'éducation et de formation professionnelle**.

En outre, le FSE a aidé les entrepreneurs à lancer de nouvelles entreprises et a fourni des formations afin que les entreprises puissent mieux s'adapter aux changements du marché. La résolution souligne que, grâce au soutien financier de la politique de cohésion à des projets dans le secteur des **soins de santé**, principalement par le biais d'investissements du FSE et du FEDER, 58,3 millions de personnes avaient accès à des services de soins de santé améliorés dans l'UE d'ici à la fin de 2022.

Régions frontalières

Soulignant que les charges disproportionnées, telles que les désavantages structurels inhérents à toutes les régions frontalières, devraient être compensées par un système distinct d'aide régionale conçu spécifiquement pour les régions frontalières, le Parlement a demandé que 0,26% du budget de la politique de cohésion de l'UE soit réservé exclusivement au développement des régions frontalières («le milliard des régions frontalières») au début de chaque nouvelle période de programmation, à partir de la période 2028-2034.

Avenir de la politique de cohésion

Le Parlement a insisté sur le fait que la politique de cohésion doit rester **le principal instrument d'investissement de l'UE** pour réduire les disparités, assurer la cohésion économique, sociale et territoriale et stimuler la croissance durable régionale et locale, et qu'elle doit continuer à contribuer de manière essentielle au soutien d'une transition socialement juste et à la reprise après des chocs symétriques et asymétriques, ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique.

Les députés ont déploré la baisse, par rapport à la période de programmation précédente, de la part du CFP 2021-2027 consacrée à la cohésion. Ils jugent indispensable **d'augmenter réellement le budget global** alloué à la politique de cohésion et la part de cette politique dans le CFP par rapport à la période de programmation 2021-2027.

Selon les députés, les investissements dans la cohésion devraient rester sous **gestion partagée** pour la programmation et la mise en œuvre afin de pouvoir répondre aux besoins des États membres, des régions et des zones urbaines, rurales et éloignées.

La résolution reconnaît la nécessité d'une **flexibilité intégrée** pour faire face aux situations de crise et propose, à cet égard, la création d'un axe dédié aux autorités locales et régionales pour répondre aux priorités émergentes.

Financement

Regrettant que les retards dans les négociations du CFP aient entraîné des retards considérables dans la période de programmation 2021-2027, les députés ont invité la Commission à évaluer la possibilité juridique de créer deux parties distinctes dans le règlement portant dispositions communes, à savoir la partie liée au contenu (politique) et la partie liée au CFP (ressources financières), pour la période de programmation postérieure à 2027.

Les députés ont invité la Commission, les États membres et les autorités régionales à utiliser et à renforcer les mécanismes existants pour détecter et lutter contre les irrégularités, la fraude et la corruption dans le financement de la politique de cohésion.

Rationalisation des instruments

Les députés ont également estimé qu'une rationalisation plus poussée de l'architecture des instruments de financement de l'UE devrait être réalisée dans le cadre du Fonds de cohésion, du FEDER, du FSE+ et du Fonds de transition juste, et éventuellement étendue au FEADER, étant donné qu'il devrait être couvert par le règlement portant dispositions communes. Cette rationalisation simplifierait davantage la programmation et la mise en œuvre de la politique, renforcerait sa visibilité et son efficacité et améliorerait l'accès des bénéficiaires au financement.

Priorités futures

La Commission est invitée, dans les règlements de la politique de cohésion post-2027, à:

- prendre pleinement en considération les aspects liés à l'État de droit lors de l'approbation des accords de partenariat et des programmes de la politique de cohésion, de manière à ce qu'ils soient pleinement conformes aux conditions d'application et de mise en œuvre effectives de la Charte des droits fondamentaux;
- introduire des critères stricts pour améliorer l'application du principe «ne pas causer de préjudice important»;

- continuer à souligner l'importance de la lutte contre l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la perte de biodiversité et la protection de l'environnement, y compris une meilleure gestion de l'eau et des déchets, l'efficacité des ressources et de l'énergie, la résilience aux catastrophes et la prévention et la gestion des risques;
- garantir un meilleur accès au financement pour les autorités locales et régionales, ainsi que pour les régions transfrontalières et moins développées;
- veiller à ce que toute nouvelle initiative de la Commission soit accompagnée d'un complément budgétaire correspondant.